

PROTOCOLE ADDITIONNEL N° 3

portant modification de la Convention pour l'unification
de certaines règles relatives au transport aérien international
signée à Varsovie le 12 octobre 1929
amendée par le Protocole fait à La Haye le 28 septembre 1955
et par le Protocole fait à Guatemala le 8 mars 1971

Signé à Montréal le 25 septembre 1975

ADDITIONAL PROTOCOL No. 3

to Amend the Convention for the Unification of Certain Rules
Relating to International Carriage by Air
Signed at Warsaw on 12 October 1929

as Amended by the Protocols

Done at The Hague on 28 September 1955
and at Guatemala City on 8 March 1971

Signed at Montreal on 25 September 1975

ДОПОЛНИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ № 3

об изменении Конвенции для унификации
некоторых правил, касающихся
международных воздушных перевозок,
подписанной в Варшаве
12 октября 1929 года и измененной
Протоколом, совершенным в Гааге
28 сентября 1955 года
и в Гватемале 8 марта 1971 года

подписанной в Монреале 25 сентября 1975 года

PROTOCOLO ADICIONAL Núm. 3

que modifica el Convenio para la unificación de ciertas reglas
relativas al transporte aéreo internacional
firmado en Varsovia el 12 de octubre de 1929
modificado por los Protocolos
hechos en La Haya el 28 de septiembre de 1955
y en la Ciudad de Guatemala el 8 de marzo de 1971

Firmado en Montreal el 25 de septiembre de 1975



1975

Publié sous l'autorité du Secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale, à qui toute correspondance, à l'exception des commandes et des abonnements, doit être adressée.

Published by authority of the Secretary General of the International Civil Aviation Organization, to whom all correspondence, except orders and subscriptions, should be addressed.

Опубликовано с санкции Генерального секретаря Международной организации гражданской авиации, которому следует направлять всю корреспонденцию, за исключением заказов и подписки.

Publicado bajo la responsabilidad del Secretario General de la Organización de Aviación Civil Internacional, a quien debe dirigirse toda la correspondencia, con excepción de los pedidos y suscripciones.

Envoyer les commandes aux adresses suivantes en y joignant le montant correspondant (par chèque, chèque bancaire ou mandat) en dollars des États-Unis ou dans la monnaie du pays d'achat.

Orders should be sent to one of the following addresses, together with the appropriate remittance (by bank draft, cheque or money order) in U.S. dollars or the currency of the country in which the order is placed.

Заказы следует направлять по одному из указанных ниже адресов с соответствующим денежным переводом (тратта, чек или банковское поручение) в долларах США или в валюте страны, в которой размещается заказ.

Los pedidos deben dirigirse a las direcciones siguientes junto con la correspondiente remesa (mediante giro bancario, cheque o giro internacional) en dólares estadounidenses o en la moneda del país de compra.

Document Sales Unit	Tel.: (514) 954-8022
International Civil Aviation Organization	Telex: 05-24513
999 University Street	Fax: (514) 954-6769
Montreal, Quebec	Sitatex: YULCAYA
Canada H3C 5H7	Internet: sales_unit@icao.org

Les commandes par carte de crédit (American Express, MasterCard et Visa) sont acceptées à l'adresse ci-dessus.

Credit card orders (American Express, MasterCard and Visa) are accepted at the above address.

Заказы с оплатой кредитными карточками ("Америкэн экспресс", "Виза" и "Мастеркард" направлять по вышеуказанному адресу.

En la dirección indicada se aceptan pedidos pagaderos con tarjetas de crédito (Visa o American Express exclusivamente).

Egypt. ICAO Representative, Middle East Office, Egyptian Civil Aviation Complex,
Cairo Airport Road, Heliopolis, Cairo 11776
Telephone: (20 2) 267-4840; Facsimile: (20 2) 267-4843; Sitatex: CAICAYA

France. Représentant de l'OACI, Bureau Europe et Atlantique Nord, 3 bis, villa Émile-Bergerat,
92522 Neuilly-sur-Seine (Cedex)
Téléphone: (33 1) 46 41 85 85; Télécopieur: (33 1) 46 41 85 00; Sitatex: PAREUYA

India. Oxford Book and Stationery Co., Scindia House, New Delhi 110001
or 17 Park Street, Calcutta 700016
Telephone: (91 11) 331-5896; Facsimile: (91 11) 332-2639

Japan. Japan Civil Aviation Promotion Foundation, 15-12, 1-chome, Toranomom, Minato-Ku, Tokyo
Telephone: (81 3) 3503-2686; Facsimile: (81 3) 3503-2689

Kenya. ICAO Representative, Eastern and Southern African Office, United Nations Accommodation,
P.O. Box 46294, Nairobi
Telephone: (254-2) 622-395; Facsimile: (254 2) 226-706; Sitatex: NBOCAYA

Mexico. Representante de la OACI, Oficina Norteamérica, Centroamérica y Caribe,
Masaryk No. 29-3er. piso, Col. Chapultepec Morales, México, D.F., 11570
Teléfono: (52 5) 250-3211; Facsímile: (52 5) 203-2757; Sitatex: MEXCAYA

Peru. Representante de la OACI, Oficina Sudamérica, Apartado 4127, Lima 100
Teléfono: (51 14) 302260; Facsímile: (51 14) 640393; Sitatex: LIMCAYA

Senegal. Représentant de l'OACI, Bureau Afrique occidentale et centrale, Boîte postale 2356, Dakar
Téléphone: (221) 8-23-47-86; Télécopieur: (221) 8-23-69-26; Sitatex: DKRCAYA

South Africa. Avex Air Training (Pty) Ltd., Private Bag X102, Halfway House, 1685, Republic of South Africa
Telephone: (27-11) 315-0003/4; Facsimile: (27-11) 805-3649; Internet: avex@iafrica.com

Spain. A.E.N.A. — Aeropuertos Españoles y Navegación Aérea, Calle Juan Ignacio Luca de Tena, 14,
Planta Tercera, Despacho 3. 11, 28027 Madrid
Teléfono: (34 1) 321-3148; Facsímile: (34 1) 321-3157; Internet: sccc.jcsoria@aena.es

Thailand. ICAO Representative, Asia and Pacific Office, P.O. Box 11, Samyaeck Ladprao,
Bangkok 10901
Telephone: (66 2) 537-8189; Facsimile: (66 2) 537-8199; Sitatex: BKKCAYA

United Kingdom. Wetward Digital Limited,
37 Windsor Street, Cheltenham, Glos., GL52 2DG
Telephone: (44 1242) 235-151; Facsimile: (44 1242) 584-139

PROTOCOLE ADDITIONNEL N° 3

portant modification de la Convention
pour l'unification de certaines
règles relatives au
transport aérien international
signée à Varsovie
le 12 octobre 1929
amendée par le Protocole
fait à La Haye le 28 septembre 1955 et par
le Protocole fait à Guatemala le 8 mars 1971

LES GOUVERNEMENTS SOUSSIGNES

CONSIDERANT qu'il est souhaitable d'amender la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international signée à Varsovie le 12 octobre 1929, amendée par le Protocole fait à La Haye le 28 septembre 1955 et par le Protocole fait à Guatemala le 8 mars 1971,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER

AMENDEMENTS A LA CONVENTION

Article premier

La Convention que les dispositions du présent chapitre modifient est la Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955 et à Guatemala en 1971.

Article II

L'article 22 de la Convention est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes:

"Article 22

1. a) Dans le transport de personnes, la responsabilité du transporteur est limitée à la somme de 100.000 Droits de Tirage spéciaux pour l'ensemble des demandes présentées, à quelque titre que ce soit, en réparation du dommage subi en conséquence de la mort ou de lésions corporelles d'un passager. Dans le cas où, d'après la loi du tribunal saisi, l'indemnité peut être fixée sous forme de rente, le capital de la rente ne peut dépasser 100.000 Droits de Tirage spéciaux.

b) En cas de retard dans le transport de personnes, la responsabilité du transporteur est limitée à la somme de 4.150 Droits de Tirage spéciaux par passager.

c) Dans le transport de bagages, la responsabilité du transporteur en cas de destruction, perte, avarie ou retard est limitée à la somme de 1.000 Droits de Tirage spéciaux par passager.

2. a) Dans le transport de marchandises, la responsabilité du transporteur est limitée à la somme de 17 Droits de Tirage spéciaux par kilogramme, sauf déclaration spéciale d'intérêt à la livraison faite par

l'expéditeur au moment de la remise du colis au transporteur et moyennant le paiement d'une taxe supplémentaire éventuelle. Dans ce cas, le transporteur sera tenu de payer jusqu'à concurrence de la somme déclarée, à moins qu'il ne prouve qu'elle est supérieure à l'intérêt réel de l'expéditeur à la livraison.

b) En cas de perte, d'avarie ou de retard d'une partie des marchandises, ou de tout objet qui y est contenu, seul le poids total du ou des colis dont il s'agit est pris en considération pour déterminer la limite de responsabilité du transporteur. Toutefois, lorsque la perte, l'avarie ou le retard d'une partie des marchandises, ou d'un objet qui y est contenu, affecte la valeur d'autres colis couverts par la même lettre de transport aérien, le poids total de ces colis doit être pris en considération pour déterminer la limite de responsabilité.

3. a) Les tribunaux des Hautes Parties Contractantes qui n'ont pas la faculté, en vertu de leur propre loi, d'allouer des frais de procès y compris des honoraires d'avocat auront, dans les instances auxquelles la présente Convention s'applique, le pouvoir d'allouer au demandeur, suivant leur appréciation, tout ou partie des frais de procès, y compris les honoraires d'avocat qu'ils jugent raisonnables.

b) Les frais de procès y compris des honoraires d'avocat ne sont accordés, en vertu de l'alinéa a), que si le demandeur a notifié par écrit au transporteur le montant de la somme réclamée, y compris les détails de calcul de cette somme, et si le transporteur n'a pas, dans un délai de six mois à compter de la réception de cette demande, fait par écrit une offre de règlement d'un montant au moins égal à celui des dommages-intérêts alloués par le tribunal à concurrence de la limite applicable. Ce délai est prorogé jusqu'au jour de l'introduction de l'instance si celle-ci est postérieure à l'expiration de ce délai.

c) Les frais de procès y compris des honoraires d'avocat ne sont pas pris en considération pour l'application des limites prévues au présent article.

4. Les sommes indiquées en Droits de Tirage spéciaux dans le présent article et à l'article 42 sont considérées comme se rapportant au Droit de Tirage spécial tel que défini par le Fonds monétaire international. La conversion de ces sommes en monnaies nationales s'effectuera en cas

d'instance judiciaire suivant la valeur de ces monnaies en Droit de Tirage spécial à la date du jugement. La valeur, en Droit de Tirage spécial, d'une monnaie nationale d'une Haute Partie Contractante qui est membre du Fonds monétaire international, est calculée selon la méthode d'évaluation appliquée par le Fonds monétaire international à la date du jugement pour ses propres opérations et transactions. La valeur, en Droit de Tirage spécial, d'une monnaie nationale d'une Haute Partie Contractante qui n'est pas membre du Fonds monétaire international, est calculée de la façon déterminée par cette Haute Partie Contractante.

Toutefois, les Etats qui ne sont pas membres du Fonds monétaire international et dont la législation ne permet pas d'appliquer les dispositions des alinéas 1 et 2 a) de l'article 22, peuvent au moment de la ratification ou de l'adhésion, ou à tout moment par la suite, déclarer que la limite de responsabilité du transporteur est fixée, dans les procédures judiciaires sur leur territoire, à la somme de 1.500.000 unités monétaires par passager en ce qui concerne l'alinéa 1 a) de l'article 22; 62.500 unités monétaires par passager en ce qui concerne l'alinéa 1 b) de l'article 22; 15.000 unités monétaires par passager en ce qui concerne l'alinéa 1 c) de l'article 22; 250 unités monétaires par kilogramme en ce qui concerne l'alinéa 2 a) de l'article 22. Un Etat qui applique les dispositions de cet alinéa peut aussi déclarer que la somme mentionnée aux alinéas 2 et 3 de l'article 42 est la somme de 187.500 unités monétaires. Cette unité monétaire correspond à soixante-cinq milligrammes et demi d'or au titre de neuf cents millièmes de fin. Ces sommes peuvent être converties dans la monnaie nationale concernée en chiffres ronds. La conversion de cette somme en monnaie nationale s'effectuera conformément à la législation de l'Etat en cause."

Article III

A l'article 42 de la Convention, les alinéas 2 et 3 sont supprimés et remplacés par les dispositions suivantes:

"2) Lors de chacune des conférences mentionnées à l'alinéa 1 du présent article, la limite de responsabilité fixée à l'article 22, alinéa 1 a) en vigueur à la date de réunion de ces conférences ne sera pas augmentée d'un montant supérieur à 12.500 Droits de Tirage spéciaux.

3) Sous réserve de l'alinéa 2 du présent article, la limite de responsabilité fixée à l'article 22, alinéa 1 a) en vigueur à la date de réunion de ces conférences sera augmentée de 12.500 Droits de Tirage spéciaux au 31 décembre de la cinquième et de la dixième année suivant la date d'entrée en vigueur du Protocole visé à l'alinéa 1 du présent article, à moins que lesdites conférences n'en aient décidé autrement avant lesdites dates par une majorité des deux tiers des représentants des Parties présentes et votantes."

CHAPITRE II

CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION AMENDEE

Article IV

La Convention amendée à La Haye en 1955 et à Guatemala en 1971 ainsi que par le présent Protocole s'applique au transport international défini à l'article premier de la Convention lorsque les points de départ et de destination sont situés soit sur le territoire de deux Etats parties au présent Protocole, soit sur le territoire d'un seul Etat partie au présent Protocole si une escale est prévue sur le territoire d'un autre Etat.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS PROTOCOLAIRES

Article V

Entre les Parties au présent Protocole, la Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955 et à Guatemala en 1971 et le présent Protocole seront considérés et interprétés comme un seul et même instrument et seront dénommés *Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955, à Guatemala en 1971 et par le Protocole additionnel n° 3 de Montréal de 1975*.

Article VI

Jusqu'à sa date d'entrée en vigueur conformément aux dispositions de l'article VIII, le présent Protocole restera ouvert à la signature de tous les Etats.

Article VII

1. Le présent Protocole sera soumis à la ratification des Etats signataires.

2. La ratification du présent Protocole par un Etat qui n'est pas partie à la Convention de Varsovie ou par un Etat qui n'est pas partie à la Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955 ou par un Etat qui n'est pas partie à la Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955 et à Guatemala en 1971 emporte adhésion à la *Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955, à Guatemala en 1971 et par le Protocole additionnel n° 3 de Montréal de 1975*.

3. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la République populaire de Pologne.

Article VIII

1. Lorsque le présent Protocole aura réuni les ratifications de trente Etats signataires, il entrera en vigueur entre ces Etats le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt du trentième instrument de ratification. A l'égard de chaque Etat qui le ratifiera par la suite, il entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

2. Dès son entrée en vigueur, le présent Protocole sera enregistré auprès de l'Organisation des Nations Unies par le Gouvernement de la République populaire de Pologne.

Article IX

1. Après son entrée en vigueur, le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tout Etat non signataire.

2. L'adhésion au présent Protocole par un Etat qui n'est pas partie à la Convention de Varsovie ou par un Etat qui n'est pas partie à la Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955 ou par un Etat qui n'est pas partie à la Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955 et à Guatemala en 1971 emporte adhésion à la *Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955, à Guatemala en 1971 et par le Protocole additionnel n° 3 de Montréal de 1975*.

3. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement de la République populaire de Pologne et produiront leurs effets le quatre-vingt-dixième jour après la date de leur dépôt.

Article X

1. Toute Partie au présent Protocole pourra le dénoncer par une notification faite au Gouvernement de la République populaire de Pologne.

2. La dénonciation produira ses effets six mois après la date de réception par le Gouvernement de la République populaire de Pologne de la notification de la dénonciation.

3. Entre les Parties au présent Protocole, la dénonciation de la Convention de Varsovie par l'une d'elles en vertu de l'article 39 de ladite Convention, ou du Protocole de La Haye en vertu de l'article XXIV dudit Protocole, ou du Protocole de Guatemala en vertu de l'article XXII dudit Protocole, ne doit pas être interprétée comme une dénonciation de la *Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955, à Guatemala en 1971 et par le Protocole additionnel n° 3 de Montréal de 1975*.

Article XI

1. Seules les réserves suivantes au présent Protocole pourront être admises:

a) Tout Etat dont les tribunaux n'ont pas la faculté, en vertu de leur propre loi, d'allouer des frais de procès, y compris les honoraires d'avocat, peut à tout moment déclarer par une notification faite au Gouvernement de la République populaire de Pologne que l'alinéa 3 a) de l'article 22 ne s'applique pas à ses tribunaux.

b) Tout Etat peut à tout moment déclarer par notification faite au Gouvernement de la République populaire de Pologne que la *Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955, à Guatemala en 1971 et par le Protocole additionnel n° 3 de Montréal de 1975* ne s'applique pas au transport de personnes, de bagages et de marchandises effectué pour ses autorités militaires à bord d'aéronefs immatriculés dans ledit Etat et dont la capacité a été réservée par ces autorités ou pour le compte de celles-ci.

c) Tout Etat peut, lors de la ratification du Protocole n° 4 de Montréal de 1975, ou de l'adhésion à celui-ci, ou à tout moment par la suite, déclarer qu'il n'est pas lié par les dispositions de la *Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955, à Guatemala en 1971 et par le Protocole additionnel n° 3 de Montréal de 1975*,

dans la mesure où elles s'appliquent au transport des marchandises, du courrier et des colis postaux. Cette déclaration prendra effet quatre-vingt-dix jours après la date de sa réception par le Gouvernement de la République populaire de Pologne.

2. Tout Etat qui aura formulé une réserve conformément à l'alinéa précédent pourra à tout moment la retirer par une notification faite au Gouvernement de la République populaire de Pologne.

Article XII

Le Gouvernement de la République populaire de Pologne informera rapidement tous les Etats parties à la Convention de Varsovie ou à ladite Convention telle qu'amendée, tous les Etats qui signeront le présent Protocole ou y adhéreront, ainsi que l'Organisation de l'Aviation civile internationale, de la date de chaque signature, de la date du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion, de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole ainsi que de tous autres renseignements utiles.

Article XIII

Entre les Parties au présent Protocole qui sont également Parties à la Convention, complémentaire à la Convention de Varsovie pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international effectué par une personne autre que le transporteur contractuel, signée à Guadalajara le 18 septembre 1961 (ci-après dénommée "Convention de Guadalajara"), toute référence à la "Convention de Varsovie" contenue dans la Convention de Guadalajara s'applique à la *Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955, à Guatemala en 1971 et par le Protocole additionnel n° 3 de Montréal de 1975*, dans les cas où le transport effectué en vertu du contrat mentionné au paragraphe b) de l'article premier de la Convention de Guadalajara est régi par le présent Protocole.

Article XIV

Le présent Protocole restera ouvert à la signature au siège de l'Organisation de l'Aviation civile internationale jusqu'au 1^{er} janvier 1976, puis, jusqu'à son entrée en vigueur en vertu de l'article VIII, au Ministère des Affaires étrangères du Gouvernement de la République populaire de Pologne. L'Organisation de l'Aviation civile internationale informera rapidement le Gouvernement de la République populaire de Pologne de toute signature et de la date de celle-ci pendant la période au cours de laquelle le Protocole sera ouvert à la signature au siège de l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Montréal le vingt-cinquième jour du mois de septembre de l'année 1975, en quatre textes authentiques rédigés dans les langues française, anglaise, espagnole et russe. En cas de divergence, le texte en langue française, langue dans laquelle la Convention de Varsovie du 12 octobre 1929 avait été rédigée, fera foi.

ADDITIONAL PROTOCOL No. 3

**to Amend the Convention
for the Unification of Certain Rules
Relating to
International Carriage by Air
Signed at Warsaw
on 12 October 1929
as Amended by the Protocols
Done at The Hague on 28 September 1955
and at Guatemala City on 8 March 1971**

THE GOVERNMENTS UNDERSIGNED

CONSIDERING that it is desirable to amend the Convention for the Unification of Certain Rules Relating to International Carriage by Air signed at Warsaw on 12 October 1929 as amended by the Protocols done at The Hague on 28 September 1955, and at Guatemala City on 8 March 1971,

HAVE AGREED as follows:

CHAPTER I

AMENDMENTS TO THE CONVENTION

Article I

The Convention which the provisions of the present Chapter modify is the Warsaw Convention as amended at The Hague in 1955, and at Guatemala City in 1971.

Article II

Article 22 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:--

“Article 22

1. a) In the carriage of persons the liability of the carrier is limited to the sum of 100 000 Special Drawing Rights for the aggregate of the claims, however founded, in respect of damage suffered as a result of the death or personal injury of each passenger. Where, in accordance with the law of the court seised of the case, damages may be awarded in the form of periodic payments, the equivalent capital value of the said payments shall not exceed 100 000 Special Drawing Rights.

b) In the case of delay in the carriage of persons the liability of the carrier for each passenger is limited to 4 150 Special Drawing Rights.

c) In the carriage of baggage the liability of the carrier in the case of destruction, loss, damage or delay is limited to 1 000 Special Drawing Rights for each passenger.

2. a) In the carriage of cargo, the liability of the carrier is limited to a sum of 17 Special Drawing Rights per kilogramme, unless the consignor has made, at the time when the package was handed over to

the carrier, a special declaration of interest in delivery at destination and has paid a supplementary sum if the case so requires. In that case the carrier will be liable to pay a sum not exceeding the declared sum, unless he proves that that sum is greater than the consignor's actual interest in delivery at destination.

b) In the case of loss, damage or delay of part of the cargo, or of any object contained therein, the weight to be taken into consideration in determining the amount to which the carrier's liability is limited shall be only the total weight of the package or packages concerned. Nevertheless, when the loss, damage or delay of a part of the cargo, or of an object contained therein, affects the value of other packages covered by the same air waybill, the total weight of such package or packages shall also be taken into consideration in determining the limit of liability.

3. a) The courts of the High Contracting Parties which are not authorized under their law to award the costs of the action, including lawyers' fees, shall, in actions to which this Convention applies, have the power to award, in their discretion, to the claimant the whole or part of the costs of the action, including lawyers' fees which the court considers reasonable.

b) The costs of the action including lawyers' fees shall be awarded in accordance with subparagraph a) only if the claimant gives a written notice to the carrier of the amount claimed including the particulars of the calculation of that amount and the carrier does not make, within a period of six months after his receipt of such notice, a written offer of settlement in an amount at least equal to the compensation awarded within the applicable limit. This period will be extended until the time of commencement of the action if that is later.

c) The costs of the action including lawyers' fees shall not be taken into account in applying the limits under this Article.

4. The sums mentioned in terms of Special Drawing Right in this Article and Article 42 shall be deemed to refer to the Special Drawing Right as defined by the International Monetary Fund. Conversion of the sums into national currencies shall, in case of judicial proceedings, be made according to the value of such currencies in terms of the

CHAPTER III

FINAL CLAUSES

Article V

As between the Parties to this Protocol, the Warsaw Convention as amended at The Hague in 1955 and at Guatemala City in 1971, and this Protocol shall be read and interpreted together as one single instrument and shall be known as the *Warsaw Convention as amended at The Hague, 1955, at Guatemala City, 1971, and by the Additional Protocol No. 3 of Montreal, 1975.*

Article VI

Until the date on which this Protocol comes into force in accordance with the provisions of Article VIII, it shall remain open for signature by any State.

Article VII

1. This Protocol shall be subject to ratification by the signatory States.
2. Ratification of this Protocol by any State which is not a Party to the Warsaw Convention or by any State which is not a Party to the Warsaw Convention as amended at The Hague, 1955, or by any State which is not a Party to the Warsaw Convention as amended at The Hague, 1955, and at Guatemala City, 1971, shall have the effect of accession to the *Warsaw Convention as amended at The Hague, 1955, at Guatemala City, 1971, and by the Additional Protocol No. 3 of Montreal, 1975.*
3. The instruments of ratification shall be deposited with the Government of the Polish People's Republic.

Article VIII

1. As soon as thirty signatory States have deposited their instruments of ratification of this Protocol, it shall come into force between them on the ninetieth day after the deposit of the thirtieth instrument of ratification. It shall come into force for each State ratifying thereafter on the ninetieth day after the deposit of its instrument of ratification.
2. As soon as this Protocol comes into force it shall be registered with the United Nations by the Government of the Polish People's Republic.

Article IX

1. This Protocol, after it has come into force, shall be open for accession by any non-signatory State.
2. Accession to this Protocol by any State which is not a Party to the Warsaw Convention or by any State which is not a Party to the Warsaw Convention as amended at The Hague, 1955, or by any State not a Party to the Warsaw Convention as amended at The Hague, 1955, and at Guatemala City, 1971, shall have the effect of accession to the *Warsaw Convention as amended at The Hague, 1955, at Guatemala City, 1971, and by the Additional Protocol No. 3 of Montreal, 1975.*

Special Drawing Right at the date of the judgment. The value of a national currency, in terms of the Special Drawing Right, of a High Contracting Party which is a Member of the International Monetary Fund, shall be calculated in accordance with the method of valuation applied by the International Monetary Fund, in effect at the date of the judgment, for its operations and transactions. The value of a national currency, in terms of the Special Drawing Right, of a High Contracting Party which is not a Member of the International Monetary Fund, shall be calculated in a manner determined by that High Contracting Party.

Nevertheless, those States which are not Members of the International Monetary Fund and whose law does not permit the application of the provisions of paragraphs 1 and 2 a) of Article 22 may, at the time of ratification or accession or at any time thereafter, declare that the limit of liability of the carrier in judicial proceedings in their territories is fixed at a sum of 1 500 000 monetary units per passenger with respect to paragraph 1 a) of Article 22; 62 500 monetary units per passenger with respect to paragraph 1 b) of Article 22; 15 000 monetary units per passenger with respect to paragraph 1 c) of Article 22; and 250 monetary units per kilogramme with respect to paragraph 2 a) of Article 22. A State applying the provisions of this paragraph may also declare that the sum referred to in paragraphs 2 and 3 of Article 42 shall be the sum of 187 500 monetary units. This monetary unit corresponds to sixty-five and a half milligrammes of gold of millesimal fineness nine hundred. These sums may be converted into the national currency concerned in round figures. The conversion of these sums into national currency shall be made according to the law of the State concerned."

Article III

In Article 42 of the Convention--

paragraphs 2 and 3 shall be deleted and replaced by the following:--

"2. At each of the Conferences mentioned in paragraph 1 of this Article the limit of liability in Article 22, paragraph 1 a) in force at the respective dates of these Conferences shall not be increased by an amount exceeding 12 500 Special Drawing Rights.

3. Subject to paragraph 2 of this Article, unless before the thirty-first December of the fifth and tenth year after the date of entry into force of the Protocol referred to in paragraph 1 of this Article the aforesaid Conferences decide otherwise by a two-thirds majority vote of the Parties present and voting, the limit of liability in Article 22, paragraph 1 a) in force at the respective dates of these Conferences shall on those dates be increased by 12 500 Special Drawing Rights."

CHAPTER II

SCOPE OF APPLICATION OF THE CONVENTION AS AMENDED

Article IV

The Warsaw Convention as amended at The Hague in 1955, and at Guatemala City in 1971 and by this Protocol shall apply to international carriage as defined in Article 1 of the Convention, provided that the places of departure and destination referred to in that Article are situated either in the territories of two Parties to this Protocol or within the territory of a single Party to this Protocol with an agreed stopping place in the territory of another State.

3. Accession shall be effected by the deposit of an instrument of accession with the Government of the Polish People's Republic and shall take effect on the ninetieth day after the deposit.

Article X

1. Any Party to this Protocol may denounce the Protocol by notification addressed to the Government of the Polish People's Republic.

2. Denunciation shall take effect six months after the date of receipt by the Government of the Polish People's Republic of the notification of denunciation.

3. As between the Parties to this Protocol, denunciation by any of them of the Warsaw Convention in accordance with Article 39 thereof or of The Hague Protocol in accordance with Article XXIV thereof or of the Guatemala City Protocol in accordance with Article XXII thereof shall not be construed in any way as a denunciation of the *Warsaw Convention as amended at The Hague, 1955, at Guatemala City, 1971, and by the Additional Protocol No. 3 of Montreal, 1975.*

Article XI

1. Only the following reservations may be made to this Protocol: -

a) any State whose courts are not authorized under its law to award the costs of the action including lawyers' fees may at any time by a notification addressed to the Government of the Polish People's Republic declare that Article 22, paragraph 3 a) shall not apply to its courts;

b) any State may at any time declare by a notification addressed to the Government of the Polish People's Republic that the *Warsaw Convention as amended at The Hague, 1955, at Guatemala City, 1971, and by the Additional Protocol No. 3 of Montreal, 1975,* shall not apply to the carriage of persons, baggage and cargo for its military authorities on aircraft, registered in that State, the whole capacity of which has been reserved by or on behalf of such authorities; and

c) any State may declare at the time of ratification or accession to the Montreal Protocol No. 4 of 1975, or at any time thereafter, that it is not bound by the provisions of the *Warsaw Convention as amended at The Hague, 1955, at Guatemala City, 1971, and by the Additional Protocol No. 3 of Montreal, 1975,* in so far as they relate to the carriage of cargo, mail and postal

packages. Such declaration shall have effect ninety days after the date of receipt by the Government of the Polish People's Republic of the declaration.

2. Any State having made a reservation in accordance with the preceding paragraph may at any time withdraw such reservation by notification to the Government of the Polish People's Republic.

Article XII

The Government of the Polish People's Republic shall promptly inform all States Parties to the Warsaw Convention or to that Convention as amended, all signatory or acceding States to the present Protocol, as well as the International Civil Aviation Organization, of the date of each signature, the date of deposit of each instrument of ratification or accession, the date of coming into force of this Protocol, and other relevant information.

Article XIII

As between the Parties to this Protocol which are also Parties to the Convention, Supplementary to the Warsaw Convention, for the Unification of Certain Rules Relating to International Carriage by Air Performed by a Person Other than the Contracting Carrier, signed at Guadalajara on 18 September 1961 (hereinafter referred to as the "Guadalajara Convention") any reference to the "Warsaw Convention" contained in the Guadalajara Convention shall include reference to the *Warsaw Convention as amended at The Hague, 1955, at Guatemala City, 1971, and by the Additional Protocol No. 3 of Montreal, 1975,* in cases where the carriage under the agreement referred to in Article 1, paragraph b) of the Guadalajara Convention is governed by this Protocol.

Article XIV

This Protocol shall remain open for signature until 1 January 1976 at the Headquarters of the International Civil Aviation Organization and thereafter until it comes into force in accordance with Article VIII at the Ministry for Foreign Affairs of the Polish People's Republic. The International Civil Aviation Organization shall promptly inform the Government of the Polish People's Republic of any signature and the date thereof during the time that the Protocol shall be open for signature at the Headquarters of the International Civil Aviation Organization.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned Plenipotentiaries, having been duly authorized, have signed this Protocol.

DONE at Montreal on the twenty-fifth day of September of the year One Thousand Nine Hundred and Seventy-five in four authentic texts in the English, French, Russian and Spanish languages. In the case of any inconsistency, the text in the French language, in which language the Warsaw Convention of 12 October 1929 was drawn up, shall prevail.

ДОПОЛНИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ № 3

об изменении Конвенции
для унификации некоторых правил,
касающихся
международных воздушных перевозок,
подписанной в Варшаве
12 октября 1929 года и
измененной Протоколом,
совершенным в Гааге 28 сентября 1955 года
и в Гватемале 8 марта 1971 года

НИЖЕПОДПИСАВШИЕСЯ ПРАВИТЕЛЬСТВА,

СЧИТАЯ желательным изменить Конвенцию для унификации некоторых правил, касающихся международных воздушных перевозок, подписанную в Варшаве 12 октября 1929 года и измененную Протоколом, совершенным в Гааге 28 сентября 1955 года и в Гватемале 8 марта 1971 года,

СОГЛАСИЛИСЬ о нижеследующем:

ГЛАВА I

ПОПРАВКИ К КОНВЕНЦИИ

Статья I

Конвенция, которая изменяется положениями настоящей Главы, является Варшавской конвенцией, измененной в Гааге в 1955 году и в Гватемале в 1971 году.

Статья II

Статья 22 Конвенции исключается и заменяется следующим текстом:

"Статья 22

1. а) При перевозке лиц ответственность перевозчика ограничивается суммой 100 000 единиц "специального права заимствования" по всем предъявленным искам, независимо от их основания, в отношении возмещения вреда, понесенного вследствие смерти или телесного повреждения каждого пассажира. В случае, если, согласно закону суда, в котором предъявлен иск, возмещение может быть установлено в виде периодических платежей, капитализированная сумма этих платежей не может превышать 100 000 единиц "специального права заимствования".

б) В случае задержки при перевозке лиц, ответственность перевозчика в отношении каждого пассажира ограничивается суммой 4 150 единиц "специального права заимствования".

с) При перевозке багажа ответственность перевозчика в случае уничтожения, утери, повреждения или задержки ограничивается суммой 1 000 единиц "специального права заимствования" в отношении каждого пассажира.

2. а) При перевозке груза ответственность перевозчика ограничивается суммой 17 единиц "специального права заимствования" за килограмм, за исключением случаев, когда отправитель сделал в момент передачи места перевозчику особое заявление о заинтересованности в доставке и уплатил, дополнительный сбор, если это необходимо. В этом случае перевозчик обязан уплатить сумму, не превышающую объявленной суммы, если только он не докажет, что эта сумма превышает действительную заинтересованность отправителя в доставке.

б) В случае утери, повреждения или задержки части груза или любого предмета, содержащегося в нем, при определении предела ответственности перевозчика во внимание принимается только общий вес соответствующего места или мест. Однако когда утеря, повреждение или задержка части груза или любого содержащегося в нем предмета влияет на стоимость других мест, включенных в одну и ту же авиагрузовую накладную, то при определении предела ответственности должен приниматься во внимание общий вес такого места или мест.

3. а) Суды Высоких Договаривающихся Сторон, которые не правомочны в соответствии со своим законом присуждать судебные издержки, включая расходы по оплате помощи адвоката, будут иметь право в производстве по делам, к которым применяется настоящая Конвенция, присуждать, по своему усмотрению, истцу все или часть судебных издержек, включая расходы по оплате помощи адвоката, которые суд сочтет разумными.

б) Судебные издержки, включая расходы по оплате помощи адвоката, присуждаются в соответствии с подпунктом а) только в том случае, если истец в письменной форме уведомит перевозчика о размере истребуемой суммы, включая детальный расчет этой суммы, а перевозчик не сделает в течение шести месяцев после получения такого уведомления письменного предложения об урегулировании в сумме, равной, по крайней мере, сумме возмещения, присужденной в применяемых пределах. Этот срок может быть продлен до начала судопроизводства, если оно назначено на дату после истечения этого срока.

с) Судебные издержки, включая расходы по оплате помощи адвоката, не принимаются во внимание при применении пределов, предусмотренных настоящей Статьей.

4. Суммы, указанные в единицах "специального права заимствования" в настоящей Статье и в Статье 42, рассматриваются как относящиеся к единице "специального права заимствования", как она определена Международным валютным фондом. Перевод этих сумм в национальные валюты в случае судебных разбирательств производится в соответствии со стоимостью таких валют в единицах "специального права заимствования" на дату судебного решения. Стоимость национальной валюты в единицах "специального права заимствования" Высокой Договаривающейся Стороны, которая является членом Международного валютного фонда, исчисляется в соответствии с методом определения стоимости, применяемым Международным валютным фондом для его собственных операций и расчетов на дату судебного решения. Стоимость национальной валюты в единицах "специального права заимствования" Высокой Договаривающейся Стороны, которая не является членом Международного валютного фонда, исчисляется по методу, установленному этой Высокой Договаривающейся Стороной.

Тем не менее, государства, которые не являются членами Международного валютного фонда и законодательство которых не позволяет применять положения пунктов 1 а, б, с и 2 а) Статьи 22, могут при ратификации или присоединении или в любое время после этого заявить, что предел ответственности перевозчика при судебном разбирательстве на их территории устанавливается в сумме один миллион пятьсот тысяч валютных единиц на пассажира в отношении пункта 1 а) Статьи 22; шестьдесят две тысячи пятьсот валютных единиц на пассажира в отношении пункта 1 б) Статьи 22; пятнадцать тысяч валютных единиц на пассажира в отношении пункта 1 с) Статьи 22 и двести пятьдесят валютных единиц за килограмм в отношении пункта 2 а) Статьи 22. Стороны, применяющие положения настоящего пункта,

могут также заявить, что сумма, указанная в пункте 3 Статьи 42, является эквивалентной сумме сто восемьдесят семь тысяч пятьсот валютных единиц. Такая валютная единица состоит из шестидесяти пяти с половиной миллиграммов золота пробы девятьсот тысячных. Указанные суммы могут быть переведены в соответствующую национальную валюту в округленных цифрах. Перевод таких сумм в национальную валюту осуществляется согласно законодательству соответствующего государства. "

Статья III

В Статье 42 Конвенции -

пункты 2 и 3 исключаются и заменяются следующим текстом:

"2. На каждой из конференций, упомянутых в пункте I настоящей Статьи, предел ответственности, установленный в пункте I а) Статьи 22, действующий на дату созыва этих конференций, не может быть увеличен на сумму, превышающую 12 500 единиц "специального права заимствования".

3. При условии соблюдения положений пункта 2 настоящей Статьи, предел ответственности, установленный в пункте I а) Статьи 22 и действующий на дату созыва этих конференций, будет увеличен на 12 500 единиц "специального права заимствования" к 31 декабря пятого и десятого годов, следующих за датой вступления в силу Протокола, указанного в пункте I настоящей Статьи, если только упомянутые конференции не примут иного решения до указанных дат большинством в две трети голосов присутствующих и принимающих участие в голосовании представителей Сторон".

ГЛАВА II

СФЕРА ПРИМЕНЕНИЯ ИЗМЕНЕННОЙ КОНВЕНЦИИ

Статья IV

Варшавская конвенция, измененная в Гааге в 1955 году, в Гватемале в 1971 году и настоящим Протоколом, применяется к международной перевозке, как она определена в Статье I Конвенции, когда пункты отправления и назначения находятся либо на территориях двух государств, являющихся Сторонами настоящего Протокола, либо только на территории одного государства, являющегося Стороной настоящего Протокола, если предусмотрена остановка на территории другого государства.

ГЛАВА III

ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЕ ПОЛОЖЕНИЯ

Статья V

Между Сторонами настоящего Протокола Варшавская конвенция, измененная в Гааге в 1955 году и в Гватемале в 1971 году, и настоящий Протокол будут рассматриваться и толковаться как единый документ и будут называться Варшавская конвенция, измененная в Гааге в 1955 году, в Гватемале в 1971 году и Дополнительным протоколом № 3, совершенным в Монреале в 1975 году .

Статья VI

До даты вступления в силу настоящего Протокола в соответствии с положениями Статьи VIII он будет открыт для подписания любым государством.

Статья VII

1. Настоящий Протокол подлежит ратификации подписавшими его государствами.
2. Ратификация настоящего Протокола каким-либо государством, не являющимся Стороной Варшавской конвенции, или любым государством, не являющимся Стороной Варшавской конвенции, измененной в Гааге в 1955 году, или любым государством, не являющимся Стороной Варшавской конвенции, измененной в Гааге в 1955 году и в Гватемале в 1971 году, будет означать присоединение к Варшавской конвенции, измененной в Гааге в 1955 году, в Гватемале в 1971 году и Дополнительным протоколом № 3, совершенным в Монреале в 1975 году.
3. Ратификационные грамоты сдаются на хранение Правительству Польской Народной Республики.

Статья VIII

1. После того, как тридцать государств, подписавших настоящий Протокол, сдадут на хранение свои ратификационные грамоты, он вступит в силу между ними на девяностый день после сдачи на хранение тридцатой ратификационной грамоты. Он вступит в силу для каждого государства, ратифицировавшего его позднее, на девяностый день после сдачи на хранение ратификационной грамоты данного государства.
2. После вступления в силу настоящего Протокола он будет зарегистрирован в Организации Объединенных Наций Правительством Польской Народной Республики.

Статья IX

1. После вступления в силу настоящего Протокола он будет открыт для присоединения любого не подписавшего его государства.
2. Присоединение к настоящему Протоколу какого-либо государства, не являющегося Стороной Варшавской конвенции, или какого-либо государства, не являющегося Стороной Варшавской конвенции, измененной в Гааге в 1955 году, или любого государства, не являющегося Стороной Варшавской конвенции, измененной в Гааге в 1955 году и в Гватемале в 1971 году, будет означать присоединение к Варшавской конвенции, измененной в Гааге в 1955 году, в Гватемале в 1971 году и Дополнительным протоколом № 3, совершенным в Монреале в 1975 году.
3. Документ о присоединении сдается на хранение Правительству Польской Народной Республики и возымает действие на девяностый день после сдачи на хранение.

Статья X

1. Любая Сторона настоящего Протокола может денонсировать его путем уведомления Правительства Польской Народной Республики.
2. Денонсация возымает действие через шесть месяцев после даты получения Правительством Польской Народной Республики уведомления о денонсации.
3. Между Сторонами настоящего Протокола денонсация Варшавской конвенции одной из них в соответствии со Статьей 39 данной Конвенции или Гаагского протокола в соответствии со Статьей XXIV данного Протокола или Гватемальского протокола в соответствии со Статьей XXII данного Протокола не должна толковаться как денонсация Варшавской конвенции, измененной в Гааге в 1955 году, в Гватемале в 1971 году и Дополнительным протоколом № 3, совершенным в Монреале в 1975 году.

Статья XI

1. К настоящему Протоколу могут быть сделаны только следующие оговорки:

а) любое государство, суды которого не правомочны в соответствии со своим законом присуждать судебные издержки, включая расходы по оплате помощи адвоката, может в любое время путем уведомления Правительства Польской Народной Республики заявить, что пункт 3 а) Статьи 22 не применяется к их судам;

б) любое государство может в любое время путем уведомления Правительства Польской Народной Республики заявить, что Варшавская конвенция, измененная в Гааге в 1955 году, в Гватемале в 1971 году и Дополнительным протоколом № 3, совершенным в Монреале в 1975 году, не применяется к перевозке лиц, багажа и груза, осуществляемой для его военных властей на зарегистрированных в данном государстве воздушных судах, все места на которых зарезервированы такими властями или от их имени; и

с) любое государство может при ратификации или присоединении к Монреальскому протоколу № 4 1975 года или в любое время после этого заявить, что оно не связано положениями Варшавской конвенции, измененной в Гааге в 1955 году, в Гватемале в 1971 году и Дополнительным протоколом № 3, совершенным в Монреале в 1975 году, в части, касающейся перевозки груза, почты и почтовых отправлений. Такое заявление вступает в силу через девяносто дней после даты его получения Правительством Польской Народной Республики.

2. Любое государство, сделавшее оговорку в соответствии с предыдущим пунктом, может в любое время снять её путем уведомления Правительства Польской Народной Республики.

Статья XII

Правительство Польской Народной Республики немедленно информирует все государства - Стороны Варшавской конвенции, или этой Конвенции с последующими изменениями, все государства, подписавшие настоящий Протокол или присоединившиеся к нему, а также Международную организацию гражданской авиации о дате каждого подписания, дате сдачи на хранение каждой ратификационной грамоты или документа о присоединении, дате вступления в силу настоящего Протокола и сообщает все прочие соответствующие сведения.

Статья XIII

Между Сторонами настоящего Протокола, которые также являются Сторонами Конвенции, дополнительной к Варшавской конвенции, для унификации некоторых правил, касающихся международных воздушных перевозок, осуществляемых лицами, не являющимися перевозчиками по договору, подписанной в Гвадалахаре 18 сентября 1961 года (в дальнейшем именуемой "Гвадалахарская конвенция"), любая ссылка на "Варшавскую конвенцию", содержащаяся в Гвадалахарской конвенции, будет относиться к Варшавской конвенции, измененной в Гааге в 1955 году, в Гватемале в 1971 году и Дополнительным протоколом № 3, совершенным в Монреале в 1975 году, в случаях, когда перевозка, осуществляемая в соответствии с договором, упомянутым в пункте б) Статьи I Гвадалахарской конвенции, регулируется настоящим Протоколом.

Статья XIV

Настоящий Протокол останется открытым для подписания до 1 января 1976 года в штаб-квартире Международной организации гражданской авиации и после этого, до его вступления в силу в соответствии со Статьей VIII, в Министерстве иностранных дел Польской Народной Республики. Международ-

ная организация гражданской авиации незамедлительно информирует Правительство Польской Народной Республики о любом подписании и дате подписания в течение периода, на протяжении которого Протокол будет открыт для подписания в штаб-квартире Международной организации гражданской авиации.

СОВЕРШЕНО в Монреале двадцать пятого дня сентября месяца одна тысяча девятьсот семьдесят пятого года на русском, английском, испанском и французском языках, причем все четыре текста являются аутентичными. В случае каких-либо разногласий текст, составленный на французском языке, на котором составлена Варшавская конвенция от 12 октября 1929 года, будет считаться основным.

PROTOCOLO ADICIONAL Núm. 3

que modifica el Convenio
para la unificación de ciertas reglas
relativas al
transporte aéreo internacional
firmado en Varsovia
el 12 de octubre de 1929
modificado por los Protocolos
hechos en La Haya
el 28 de septiembre de 1955
y en la ciudad de Guatemala
el 8 de marzo de 1971

LOS GOBIERNOS FIRMANTES

CONSIDERANDO que es deseable modificar el Convenio para la unificación de ciertas reglas relativas al transporte aéreo internacional, firmado en Varsovia el 12 de octubre de 1929, modificado por los Protocolos hechos en La Haya el 28 de septiembre de 1955 y en la ciudad de Guatemala el 8 de marzo de 1971,

HAN CONVENIDO lo siguiente:

CAPÍTULO I

MODIFICACIONES AL CONVENIO

Artículo I

El Convenio que las disposiciones del presente Capítulo modifican es el Convenio de Varsovia modificado en La Haya en 1955 y en la ciudad de Guatemala en 1971.

Artículo II

Se suprime el Artículo 22 del Convenio y se sustituye por el siguiente:

Artículo 22

1. a) En el transporte de personas, la responsabilidad del transportista se limitará a la suma de 100.000 Derechos Especiales de Giro por el conjunto de las reclamaciones, cualquiera que sea su título, referentes al daño sufrido como consecuencia de la muerte o lesiones de cada pasajero. En el caso de que, con arreglo a la ley del tribunal que conozca del asunto, la indemnización pueda ser fijada en forma de renta, el capital de la renta no podrá exceder de 100.000 Derechos Especiales de Giro.

b) En caso de retraso en el transporte de personas, la responsabilidad del transportista se limita a 4.150 Derechos Especiales de Giro.

c) En el transporte de equipaje, la responsabilidad del transportista en caso de destrucción, pérdida, avería o retraso se limitará a 1.000 Derechos Especiales de Giro por pasajero.

2. a) En el transporte de mercancías, la responsabilidad del transportista se limitará a la suma de 17 Derechos Especiales de Giro por

kilogramo, salvo declaración especial de valor hecha por el expedidor en el momento de la entrega del bulto al transportista y mediante el pago de una tasa suplementaria, si hay lugar a ello. En este caso, el transportista estará obligado a pagar hasta el importe de la suma declarada, a menos que pruebe que éste es superior al valor real en el momento de la entrega.

b) En caso de pérdida, avería o retraso de una parte de las mercancías o de cualquier objeto en ellas contenido, solamente se tendrá en cuenta el peso total del bulto afectado para determinar el límite de responsabilidad del transportista. Sin embargo, cuando la pérdida, avería o retraso de una parte de las mercancías o de un objeto en ellas contenido afecte al valor de otros bultos comprendidos en la misma carta de porte aéreo, se tendrá en cuenta el peso total de tales bultos para determinar el límite de responsabilidad.

3. a) Los tribunales de las Altas Partes Contratantes que, conforme a su legislación, carezcan de la facultad de imponer costas procesales, incluidos honorarios de letrado, podrán conceder discrecionalmente al demandante, en los litigios en que se aplique el presente Convenio, todo o parte de las costas procesales, incluyendo los honorarios de letrado que el tribunal considere razonables.

b) Las costas procesales, incluidos los honorarios de letrado, conforme al párrafo precedente, solamente se concederán si, hecha por el demandante una petición por escrito al transportista de la cantidad que reclama, con los detalles del cálculo de la misma, el transportista, en el plazo de seis meses a partir de haber recibido la mencionada petición, no hace una oferta por escrito de arreglo por una cantidad igual, por lo menos, a la indemnización concedida, dentro del límite aplicable. Dicho plazo se prorrogará hasta el momento de interponer la acción, si esto ocurre transcurridos los citados seis meses.

c) Las costas procesales, incluidos los honorarios de letrado, no se tendrán en cuenta al aplicar los límites prescritos en el presente artículo.

4. Las sumas expresadas en Derechos Especiales de Giro mencionadas en este artículo y en el artículo 42 se considerará que se refieren al Derecho Especial de Giro definido por el Fondo Monetario Internacional. La conversión de la suma en las monedas nacionales, en el caso de actuaciones judiciales, se hará de acuerdo con el valor de dichas monedas en Derechos Especiales de Giro en la fecha de la sentencia. El valor en Derechos Especiales de Giro de la moneda nacional de una Alta Parte Contratante que sea miembro del Fondo Monetario Internacional se calculará de conformidad con el método de valoración aplicado por el Fondo Monetario Internacional para sus operaciones y transacciones que esté en vigor en la fecha de la sentencia. El valor en Derechos Especiales de Giro de la moneda nacional de una Alta Parte Contratante que no sea miembro del Fondo Monetario Internacional se calculará de la manera determinada por dicha Alta Parte.

Sin embargo, los Estados que no sean miembros del Fondo Monetario Internacional y cuya legislación no permita aplicar las disposiciones de los párrafos 1 y 2 a) del artículo 22, podrán declarar, en el momento de la ratificación o de la adhesión o posteriormente, que el límite de responsabilidad del transportista, en los procedimientos judiciales seguidos en su territorio, se fija en la suma de 1.500.000 unidades monetarias por pasajero, con respecto al párrafo 1 a) del artículo 22; 62.500 unidades monetarias por pasajero, con respecto al párrafo 1 b) del artículo 22; 15.000 unidades monetarias por pasajero, con respecto al párrafo 1 c) del artículo 22; y 250 unidades monetarias por kilogramo, con respecto al párrafo 2 a) del artículo 22. El Estado que aplique las disposiciones de este párrafo podrá también declarar que la suma mencionada en los párrafos 2 y 3 del artículo 42 será la suma de 187.500 unidades monetarias. Esta unidad monetaria consiste en sesenta y cinco miligramos y medio de oro con ley de novecientas milésimas. Estas sumas podrán convertirse a la moneda nacional en cifras redondas. La conversión de estas sumas en moneda nacional se efectuará de acuerdo con la ley del Estado interesado.”

Artículo III

En el Artículo 42 del Convenio —

se suprimen los párrafos 2 y 3 y se sustituyen por los siguientes:

“2. En cada una de las conferencias mencionadas en el párrafo 1 del presente artículo, el límite de responsabilidad previsto en el artículo 22, párrafo 1 a) en vigor en la fecha de tales Conferencias no se aumentará en más de 12.500 Derechos Especiales de Giro.

3. A reserva de lo dispuesto en el párrafo 2 del presente artículo, y a no ser que, antes del 31 de diciembre del quinto y décimo años, a partir de la fecha de entrada en vigor del Protocolo a que se refiere el párrafo 1 del presente artículo, las Conferencias mencionadas anteriormente decidan lo contrario por una mayoría de los dos tercios de las Partes presentes y votantes, el límite de responsabilidad del artículo 22, párrafo 1 a) en vigor en las fechas respectivas de tales Conferencias se aumentará en 12.500 Derechos Especiales de Giro.”

CAPÍTULO II

CAMPO DE APLICACIÓN DEL CONVENIO MODIFICADO

Artículo IV

El Convenio de Varsovia, modificado en La Haya en 1955 y en la Ciudad de Guatemala en 1971, así como por el presente Protocolo, se aplicará al transporte internacional definido en el artículo 1 del

Convenio, si los puntos de partida y de destino mencionados en dicho artículo se encuentran en el territorio de dos Partes en el presente Protocolo o en el territorio de una sola Parte, si hay una escala prevista en el territorio de cualquier otro Estado.

CAPÍTULO III

CLÁUSULAS FINALES

Artículo V

Para las Partes en este Protocolo, el Convenio de Varsovia, modificado en La Haya en 1955 y en la Ciudad de Guatemala en 1971 y el presente Protocolo se considerarán e interpretarán como un solo instrumento que se designará con el nombre de *Convenio de Varsovia, modificado en La Haya en 1955, en la Ciudad de Guatemala en 1971 y por el Protocolo adicional Núm. 3 de Montreal de 1975*.

Artículo VI

Hasta la fecha en que entre en vigor de acuerdo con lo previsto en el Artículo VIII, el presente Protocolo permanecerá abierto a la firma de todos los Estados.

Artículo VII

1. El presente Protocolo se someterá a la ratificación de los Estados signatarios.
2. La ratificación del presente Protocolo por un Estado que no sea Parte en el Convenio de Varsovia, por un Estado que no sea Parte en el Convenio de Varsovia modificado en La Haya en 1955 o por un Estado que no sea Parte en el Convenio de Varsovia modificado en La Haya en 1955 y en la Ciudad de Guatemala en 1971, implicará la adhesión al *Convenio de Varsovia modificado en La Haya en 1955, en la Ciudad de Guatemala en 1971 y por el Protocolo adicional Núm. 3 de Montreal de 1975*.
3. Los instrumentos de ratificación serán depositados ante el Gobierno de la República Popular Polaca.

Artículo VIII

1. Tan pronto como treinta Estados signatarios hayan depositado sus instrumentos de ratificación del presente Protocolo, éste entrará en vigor entre ellos el nonagésimo día a contar del depósito del trigésimo instrumento de ratificación. Para cada uno de los Estados que ratifiquen después de esa fecha, entrará en vigor el nonagésimo día a contar del depósito de su instrumento de ratificación.
2. Tan pronto como entre en vigor el presente Protocolo, será registrado en las Naciones Unidas por el Gobierno de la República Popular Polaca.

Artículo IX

1. Después de su entrada en vigor, el presente Protocolo quedará abierto a la adhesión de todo Estado no signatario.
2. La adhesión al presente Protocolo por un Estado que no sea Parte en el Convenio de Varsovia, por un Estado que no sea Parte en el

Convenio de Varsovia modificado en La Haya en 1955 o por un Estado que no sea Parte en el Convenio de Varsovia modificado en La Haya en 1955 y en la Ciudad de Guatemala en 1971, implicará la adhesión al *Convenio de Varsovia modificado en La Haya en 1955, en la Ciudad de Guatemala en 1971 y por el Protocolo adicional Núm. 3 de Montreal de 1975*.

3. La adhesión se efectuará mediante el depósito de un instrumento de adhesión ante el Gobierno de la República Popular Polaca, que surtirá efecto el nonagésimo día a contar de la fecha del depósito.

Artículo X

1. Toda Parte en el presente Protocolo podrá denunciarlo mediante notificación dirigida al Gobierno de la República Popular Polaca.

2. La denuncia surtirá efecto seis meses después de la recepción por el Gobierno de la República Popular Polaca de la notificación de dicha denuncia.

3. Para las Partes en el presente Protocolo, la denuncia por cualquiera de ellas del Convenio de Varsovia, de acuerdo con su artículo 39, del Protocolo de La Haya, de acuerdo con su artículo XXIV, o del Protocolo de la Ciudad de Guatemala, de acuerdo con su artículo XXII, no podrá interpretarse como una denuncia del *Convenio de Varsovia, modificado en la Haya en 1955, en la Ciudad de Guatemala en 1971 y por el Protocolo adicional Núm. 3 de Montreal de 1975*.

Artículo XI

1. Solamente podrán formularse al presente Protocolo las reservas siguientes:

- a) todo Estado cuyos tribunales carezcan, de acuerdo con su legislación, de la facultad de imponer costas procesales, incluso los honorarios de letrado, podrá en cualquier momento, mediante notificación dirigida al Gobierno de la República Popular Polaca, declarar que el artículo 22, párrafo 3 a) no se aplica en sus tribunales;
- b) todo Estado podrá declarar en cualquier momento, mediante notificación dirigida al Gobierno de la República Popular Polaca, que el *Convenio de Varsovia modificado en La Haya en 1955, en la Ciudad de Guatemala en 1971 y por el Protocolo adicional Núm. 3 de Montreal de 1975* no se aplicará al transporte de personas, equipaje y mercancías efectuado por cuenta de sus autoridades militares, en las aeronaves matriculadas en tal Estado, y cuya capacidad total haya sido reservada por tales autoridades o por cuenta de las mismas;
- c) todo Estado puede declarar, en el momento de la ratificación del Protocolo Núm. 4 de Montreal de 1975 o de la adhesión al

mismo o posteriormente, que no se considerará obligado por las disposiciones del *Convenio de Varsovia modificado en La Haya en 1955, en la Ciudad de Guatemala en 1971 y por el Protocolo adicional Núm. 3 de Montreal de 1975*, en cuanto dichas disposiciones se refieren al transporte de mercancías, correo y paquetes postales. Dicha declaración surtirá efecto noventa días después de la recepción por el Gobierno de la República Popular Polaca de la notificación de tal declaración.

2. Todo Estado que haya formulado una reserva de acuerdo con el párrafo anterior podrá retirarla en cualquier momento notificándolo al Gobierno de la República Popular Polaca.

Artículo XII

El Gobierno de la República Popular Polaca comunicará, a la mayor brevedad, a todos los Estados Partes en el Convenio de Varsovia y a todos los Estados signatarios o adherentes al presente Protocolo, así como a la Organización de Aviación Civil Internacional, la fecha de cada una de las firmas, la fecha del depósito de cada instrumento de ratificación o adhesión, la fecha de entrada en vigor del presente Protocolo y demás información pertinente.

Artículo XIII

Para las Partes en el presente Protocolo que sean también Partes en el Convenio Complementario del Convenio de Varsovia para la unificación de ciertas reglas relativas al transporte aéreo internacional efectuado por una persona que no sea el transportista contractual, firmado en Guadalajara el 18 de septiembre de 1961 (en adelante denominado "Convenio de Guadalajara"), toda mención del Convenio de Varsovia contenida en el Convenio de Guadalajara se aplicará también al *Convenio de Varsovia modificado en La Haya en 1955, en la Ciudad de Guatemala en 1971 y por el Protocolo adicional Núm. 3 de Montreal de 1975*, en los casos en que el transporte efectuado según el contrato mencionado en el párrafo b) del artículo 1 del Convenio de Guadalajara se rija por el presente Protocolo.

Artículo XIV

El presente Protocolo quedará abierto a la firma de todos los Estados en la sede de la Organización de Aviación Civil Internacional hasta el 1º de enero de 1976 y, posteriormente, hasta su entrada en vigor de acuerdo con el artículo VIII, en el Ministerio de Asuntos Extranjeros de la República Popular Polaca. La Organización de Aviación Civil Internacional informará a la mayor brevedad al Gobierno de la República Popular Polaca de cualquier firma que reciba y de su fecha en el período en que el Protocolo se encuentre abierto a la firma en Montreal.

EN TESTIMONIO DE LO CUAL, los Plenipotenciarios que suscriben, debidamente autorizados, firman el presente Protocolo.

HECHO en Montreal el día veinticinco del mes de septiembre del año mil novecientos setenta y cinco, en cuatro textos auténticos en español, francés, inglés y ruso. En caso de divergencias, hará fe el texto en idioma francés, en que fue redactado el Convenio de Varsovia del 12 de octubre de 1929.

11/75, Q/P1/4000;
8/94, Q/P2/400;
2/98, Q/P3/425

Order No. 9147
Printed in ICAO